

RÉUNION

L'Apesa pour l'aide psychologique aux entrepreneurs



Avec la crise, certains chefs d'entreprise ont le sentiment de perdre l'investissement de toute une vie.

L'association nationale Apesa (Aide psychologique aux entrepreneurs en souffrance aiguë), créée en Métropole après la crise financière de 2008, a mis en service il y a un an un numéro vert pour offrir une première écoute aux chefs d'entreprises en détresse. L'association n'avait pas encore été implantée à La Réunion. C'est chose faite depuis

ce mois d'avril, sous l'impulsion du Conseil régional de l'ordre des experts-comptables (Croec) et du greffe du tribunal de commerce de Saint-Pierre. Les statuts de l'Apesa Réunion ont été déposés et sa présidence confiée au psychiatre Gérard d'Abbadie. Katy Hoarau, présidente du Croec depuis décembre dernier, est sa trésorière. « Nous avons eu des assurances de financement qui nous permettront de recruter un permanent, annonce-t-elle. La crise dure, des chefs d'entreprise ont le sentiment de perdre l'investissement de toute une vie. Il ne faut pas laisser le désespoir s'installer, activer les dispositifs d'aides mis en place à destination des entreprises. Et si vous vivez des difficultés psychologiques, l'Apesa peut vous aider en vous proposant gratuitement des séances d'écoute chez des spécialistes. » Un réseau de « sentinelles » (experts-comptables, banquiers, greffiers...) se met également en place pour détecter les cas de détresse aiguë.

Le numéro vert de l'Apesa - 0805 65 50 50 - est joignable de La Réunion. L'association réunionnaise aura bientôt son propre numéro. En attendant, elle peut être jointe via le Conseil de l'ordre des experts-comptables, au 0262 40 98 53.

MADAGASCAR

Le projet de crypto-monnaie confié au cabinet Bearing Point

Le cabinet indépendant de conseil en management et en technologie Bearing Point, basé à Amsterdam, a été sélectionné par la Banque centrale de Madagascar pour la négociation du contrat relatif à une mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage du projet e-ariary. À terme, l'e-ariary serait un instrument qui permettrait à la Banque centrale d'évoluer au rythme actuel de la digitalisation. Si l'expérimentation s'avère positive, ce projet étatique de crypto-monnaie serait déployé et se présenterait sous la forme d'une monnaie digitale mise à la disposition du public, en complément des billets de banque, en tant que moyen de paiement sécurisé, ayant cours légal sur le territoire national. Le cabinet conseil n'en est pas à sa première mission dans la Grande Île. Il a déjà réalisé un audit du réseau local de télécommunications et, en partenariat avec Atos, le leader international de la transformation digitale, il a également initié un projet de digitalisation de la riziculture malgache en 2019.

AFRIQUE

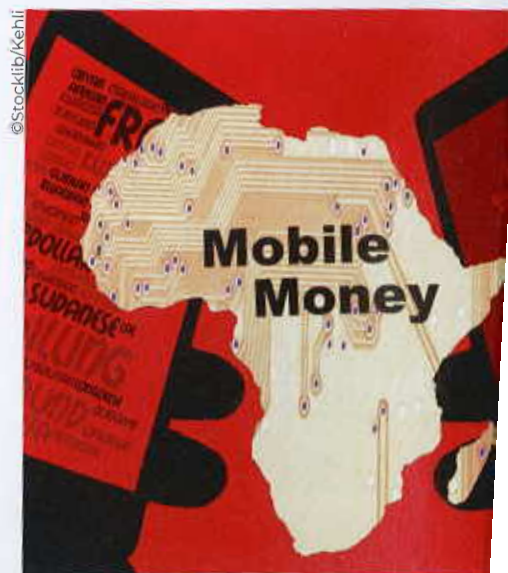
Le « Mobile Money » est une spécificité du continent

Selon un récent rapport de la GSMA, l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie mobile, l'Afrique accueillait en 2020 plus de la moitié des 310 fournisseurs de paiement mobile enregistrés dans le monde. Et la même année, si le nombre de comptes d'argent mobile enregistrés a augmenté de 12,7 % dans le monde pour atteindre 1,2 milliard, c'est l'Afrique subsaharienne qui a ajouté le plus d'utilisateurs avec 43 % de tous les nouveaux comptes. Cette augmentation mondiale est en partie le résultat de changements dans le comportement des consommateurs. La covid-19 les a forcés à se tourner vers les services numériques plus sûrs que les espèces. Mais les régulateurs ont aussi mis en œuvre des processus Know Your Customer plus flexibles pour vérifier l'identité des utilisateurs et l'adéquation d'un produit, et assoupli les exigences d'enregistrement pour faciliter l'ouverture d'un compte.

Mais les fournisseurs d'argent mobile n'ont pas nécessairement récolté les avantages commerciaux de ce développement. Les dépenses de consommation, principal moteur des revenus de l'argent mobile, ont diminué, et de nombreux services d'argent mobile ont offert des dispenses de frais pour réduire le traitement des espèces pendant la pandémie.

La GSMA définit un service d'argent mobile comme un service accessible aux personnes qui n'ont pas de compte bancaire formel. Elle n'inclut pas dans ses calculs les services bancaires mobiles ou de paiement liés à des comptes bancaires traditionnels ou des cartes de crédit.

En 2020, 55,2 % Des 310 fournisseurs de paiement mobile enregistrés dans le monde se trouvaient en Afrique.



Guy Marpinard, nouveau président du Cinov

Le Cinov est la fédération patronale française qui regroupe 3 000 entreprises des métiers du conseil, de l'ingénierie et du numérique qui génèrent 140 milliards d'euros de chiffre d'affaires. « Ces professions intellectuelles représentent un formidable atout pour le développement de La Réunion et de Mayotte. Elles sont porteuses d'emplois pour nos territoires confrontés à un taux de chômage de 30 %. (...) Et nous souhaitons valoriser nos métiers et nos sociétés, montrer la qualité des savoir-faire locaux et bâtir collectivement une stratégie régionale », assure Guy Marpinard en accédant au poste de président du Cinov Réunion-Mayotte.

Ingénieur spécialisé en génie climatique et énergétique, originaire de la région toulousaine, ce dernier a commencé sa carrière professionnelle en 1989 comme responsable d'affaires chez Cotel, une des toutes premières socié-



« Le nouveau président du CINOV Réunion-Mayotte souhaite valoriser ses métiers et ses sociétés, montrer la qualité des savoir-faire locaux et bâtir collectivement une stratégie régionale ».

Photo : Gaëlle Marie Fauchon

tés d'ingénierie implantées à La Réunion. Il en a pris la direction jusqu'en 2014, année où il crée avec Gilles Colonna (directeur du bureau d'études FEDT) le GIE Darwin Concept, dont il a pris la direction générale et qui a racheté Cotel et FEDT.

Avant d'être élu président du

Cinov Réunion-Mayotte le 25 février dernier, Guy Marpinard était vice-président de la filière « bureau d'études » du syndicat régional. Élu pour un mandat d'un an, il a pour priorités d'élargir le nombre d'adhérents et de les fédérer à travers l'organisation d'un à deux événements en fonction

de la situation sanitaire. Il entend également renforcer la promotion des métiers du Cinov à La Réunion et à Mayotte, deux territoires à faible potentiel industriel, mais à fort potentiel pour les métiers des services de la branche Betic (bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils et sociétés de conseil).

Il considère que La Réunion et Mayotte doivent s'ouvrir à une collaboration régionale, notamment autour de l'océan Indien, devenu une zone stratégique.

Enfin, le nouveau président compte profiter de ses nouvelles fonctions pour faire remonter en Métropole les difficultés rencontrées à La Réunion et à Mayotte, et questionner la fédération sur des sujets de fond tels que le développement économique, la commande publique ou encore les coûts de formation nécessaires pour passer d'un modèle traditionnel basé sur la construction à un développement à l'export.

Smalt Capital recrute une chargée d'affaires et crée un comité stratégique

Smalt Capital, société française de capital-investissement de la Caisse d'Épargne Cepac, annonce l'arrivée de Tansu Akbulut au sein de son bureau réunionnais en tant que chargée d'affaires. Diplômée d'un master en ingénierie financière de Kedge Business School, elle a débuté sa carrière chez PwC à Istanbul en tant qu'auditrice financière.

En 2018, elle a intégré le siège social de Smalt Capital à Marseille au sein du pôle des dispositifs de financement de la Région Sud. Elle occupera ses nouvelles fonctions en étant basée à Saint-Denis, portant à trois



Photo : Sébastien

Katy Hoarau, présidente de l'Ordre des experts-comptables de la Réunion, entre au comité stratégique.

personnes l'équipe de gestion réunionnaise.

Smalt Capital annonce également la mise en place de la

gouvernance de son dernier fonds réunionnais, le FPCI RUNaissance, en constituant un comité stratégique. Les représentants des investisseurs du fonds sont rejoints par l'Ordre des experts-comptables de la Réunion, représenté par sa présidente Katy Hoarau, et Philippe Puissegur, directeur général de l'union de coopératives agricoles Ureoopa depuis mars 2021. Le comité stratégique analysera et donnera un avis d'expert sur les projets d'investissement et de désinvestissement du FPCI RUNaissance qui a vocation à soutenir les PME réunionnaises de croissance dans le contexte de crise lié à la covid-19.

Katy Hoarau a travaillé pendant une quinzaine d'années à Paris, Londres et New York, notamment chez PwC avec un portefeuille de multinationales, de sociétés cotées et de grandes entreprises. En 2011, elle revient à La Réunion pour reprendre la direction de HTP Expertise, un cabinet familial fondé il y a 60 ans.

Philippe Puissegur a dirigé pendant plusieurs années les activités du groupe Marbour, spécialisé dans l'agroalimentaire et les services à l'environnement à La Réunion, notamment Soboriz, SPHB (huiles végétales) et DPSR (chimie).